2023 : récession, appauvrissement… et grève générale ?

La crise économique est déjà là

Officiellement, une récession est définie comme la baisse du PIB au cours de deux trimestres consécutifs. L'Insee prévoit une baisse du PIB de 0,2 % lors du dernier trimestre 2022, et une croissance très légèrement positive début 2023. Nous ne serions pas officiellement en « récession ». Nous verrons bien la réalité des chiffres début 2023, mais la crise économique est en fait déjà une réalité depuis un an : entre fin 2021 et fin 2022, le PIB n'aura augmenté que de 0,5 %. Autrement dit, le PIB par habitant a à peu près stagné. Surtout, le pouvoir d'achat moyen a connu une baisse historique de 3 % au premier semestre 2022, avant de remonter de 1,5 % au deuxième semestre en raison de baisses d'impôts (dont certains sur les plus aisés comme la baisse de la taxe d'habitation, mais aussi suppression de la redevance) et de subventions ciblées (chèque inflation, aides de rentrée) sur les plus pauvres. L'Insee prévoit que le pouvoir d'achat va à nouveau baisser de 1,7 % au premier semestre 2023.

Depuis le début de l'année 2021 où l'inflation a commencé à grimper (bien avant la guerre en Ukraine…), les salaires réels ne font que baisser : c'est la cause fondamentale de l'appauvrissement des travailleurs/ses. Si le gouvernement a pris quelques mesures compensatrices, il a refusé de bloquer les prix sur les produits de première nécessité et d'imposer l'indexation des salaires sur les prix. Il a donc organisé et planifié l'appauvrissement des masses pour préserver au maximum les intérêts du grand capital.

Retour sur les causes de la crise économique actuelle

Après la chute de l'activité produite par le confinement, la France a connu, comme l'ensemble des économies, un rebond mécanique en 2021. Mais celui-ci a été de courte durée, car les conditions d'une reprise durable de l'accumulation n'étaient pas réunies. Les politiques massives de baisses d'impôts et de subventions aux entreprises ont dopé les marges des entreprises, mais le taux de profit des entreprises reste à un bas niveau, sur fond de montée de l'endettement. A cela s'ajoute deux facteurs de crise :

- la montée des prix des matières premières augmente les coûts des entreprises

- la baisse de la productivité du travail dépuis début 2021 (en raison de la faiblesse de l'investissement depuis des années, du maintien en vie d'entreprises zombies grâce aux aides publiques, de la perturbation des chaînes d'approvisionnement…) diminue la taille du gâteau à se partager entre capitalistes et travailleurs/ses

Si certains secteurs ont profité du contexte pour réaliser de super profits (dans les secteurs de l'énergie et des services de transport), les autres secteurs ont augmenté leurs prix pour baisser les salaires réels, maintenir leurs marges, et donc faire peser la baisse de la productivité sur les salariés. Dans un contexte de baisse de la productivité du travail, les capitalistes doivent augmenter fortement le taux d'exploitation pour maintenir la masse de leurs profits. Autrement dit, pour éviter une vague de faillites considérable, les capitalistes doivent continuer à baisser les salaires réels. Le capitalisme est de plus en plus malade, et donc il devient de plus en plus barbare.

Les perspectives économiques et sociales dans les mois qui viennent

Elles sont sombres. Très sombres. Début 2023, l'inflation va continuer à progresser car le gouvernement va lever deux dispositifs qui limitaient la hausse des prix énergétiques pour les ménages : le bouclier tarifaire sur l'électricité et le gaz va être allégé, et les prix du gaz et de l'électricité devraient augmenter d'environ 15 %. Ce sera aussi la fin de la ristourne sur le prix de l'essence. Le gouvernement va simplement continuer sa politique de « chèques » ciblés sur les plus pauvres pour tenter d'éviter une explosion sociale et limiter l'envolée de la grande pauvreté. Mais ce ne seront que des pansements cosmétiques, alors que les gros cadeaux sont réservés au patronat : baisse de 4 milliards de la cotisation sur la valeur ajoutée (avant sa disparition pure et simple en 2024), extension du taux réduit de l'impôt sur les sociétés, création d'une niche fiscale pour les filiales de réassurance au sein d'un groupe… Pour l'affichage, le gouvernement va mettre en place (dans le cadre européen) une contribution sur les superprofits qui ne devrait rapporter que 200 millions ! Une clopinette pour faire diversion.

Le gouvernement s'acharne contre les chômeurs avant de s'attaquer à nos retraites. Non content de réduire la durée d'indemnisation de 25 % quand le taux de chômage mesuré par l'Insee est inférieur à 9 % (ce qui est le cas aujourd'hui), le gouvernement a transmis un décret aux « partenaires sociaux » à la veille de Noël qui prévoit de réduire la durée d'indemnisation de 40 % si le chômage passe sous la barre des 6% ! La précédente réforme de l'assurance chômage (qui avait notamment modifié le calcul du salaire journalier de référence) a pourtant déjà fait baisser les allocations de 16 % en moyenne. Insuffisant pour le gouvernement bien déterminé à plonger les chômeurs dans la grande pauvreté.

Pendant ce temps là, la tiermondisation de la France avance à grands pas sous le macronisme triomphant : 150 morts estimés sur un brancard aux urgences en décembre faute d'avoir été pris en charge rapidement ; pollution masquée de l'eau bue

par des millions de personnes ; pénurie croissante de médicaments suite aux délocalisations ; démantelement programmé d'EDF ; limogeage d'une préfète qui tentait simplement de faire respecter la loi face à des politiciens véreux ; amplification des radiations de chômeurs pour masquer le chômage de masse ; les fonctionnaires seront amenés à cumuler leur poste avec celui de conducteur de bus scolaire …

La bataille des retraites : il faudra affronter Macron… et les directions syndicales qui le protègent

L'annonce de la contre-réforme des retraites a été repoussée au 10 janvier. Le gouvernement hésite sur le contenu exact de la réforme : repousser l'âge légal à 65 ans ou le repousser à 64 ans en allongeant la durée de cotisation ? Au-delà des modalités précises de la réforme, il s'agit de baisser notre salaire socialisé pour défendre les profits. En effet, il suffirait d'une augmentation très faible des cotisations sociales pour permettre le statut-quo sur les retraites. Mais hors de question pour Macron : les dépenses sociales doivent baisser, et il faut pour cela s'attaquer au noyau dur de ces dépenses, à savoir les prestations retraites.

Face à lui, un front syndical s'est constitué pour s'opposer à sa contre-réforme, tout en ayant participé jusqu'au bout aux « concertations ». Alors que le calendrier du gouvernement est connu, celui des directions syndicales est inconnu. Elles sont incapables de proposer le moindre plan de bataille pour bloquer la contre-réforme. Elles sont pour le moment simplement capables de s'opposer à la manifestation du 21 janvier appelée par des organisations de jeunesse, et soutenue par la France insoumise. Il est à craindre que que, comme pour les salaires, les dirigeants syndicaux soient déterminés à s'opposer à tout front commun avec la France insoumise et à organiser simplement quelques journées d'action dispersées.

Au sein de la NUPES, toutes les forces politiques s'opposent à la France insoumise sur la manifestation du 21 janvier et ont pour seule ambition de soutenir l'agenda des bureaucraties syndicales, quel qu'il soit. Pire, la nouvelle dirigeante des Verts fait comprendre que la mobilisation contre la réforme des retraites est le cadet de ses soucis. La NUPES est tout sauf un point d'appui pour les travailleurs/ses. A l'intérieur de la NUPES, les intiatives de la France insoumise sont combattues par la gauche bourgeoise et les rousselistes, dont les positions sont complaisamment relayées par les médias des milliardaires dont l'objectif est de détruire la France insoumise. La FI est également affaiblie par ses divisions internes et le refus de sa direction de démocratiser son fonctionnement. Pour se relancer, la France insoumise devrait rompre avec la gauche bourgeoise (EELV et PS) et lancer un grand appel à l'ensemble des travailleurs/ses et de la jeunesse afin de participer à la création d'un grand parti des travailleurs/ses, démocratique et pluraliste.

Malgré ce contexte très défavorable, le projet de Macron est massivement rejeté par les travailleurs/ses. La conjugaison d'un fort rejet et d'une défiance à l'égard des directions syndicales laisse entrevoir la possibilité d'un débordement du cadre fixé par

ces dirigeants syndicaux dont la médiocrité atteint des sommets. La grève des contrôleurs à la SNCF montre la voie à suivre : il faut s'auto-organiser à la base, se coordonner, pour imposer un véritable plan de bataille aux directions syndicales. Ce plan de bataille doit se fixer un objectif : la grève générale qui bloque l'économie (et donc les profits) et force le gouvernement à reculer. Partout, il faut se battre pour l'unité autour de l'objectif du retrait pur et simple de la réforme et pour la préparation du blocage maximal de l'économie. Dès la rentrée :

- faisons un travail syndical unitaire intense de préparation de la mobilisation

- organisons des AG et mettons en place des comités de mobilisation sur un maximum de lieux de travail

- battons-nous pour que les directions syndicales appellent à une riposte immédiate le 11 janvier dès le lendemain de l'annonce de la réforme. Cet appel à la grève doit clairement s'inscrire dans la perspective d'une grève générale interprofessionnelle à préparer et à organiser. La bataille pour l'unité autour de la manif du 21 janvier, à articuler avec la construction de la grève, est également un enjeu central de la rentrée.

Gaston Lefranc, le 1 janvier 2023